

80/10 17417

Instructions

Voir également

lettre P 1259

Dossier agents

recrutés et agents

ayant pu abandonner leur

service pour suite de

circonstances liées de

la guerre

COPIE

PARIS, le 29 janvier 1946

D6

Monsieur le Directeur de la
Région NORD

N° Pa 139

Par lettre Pe 88 du 21 janvier 1946 relative à la situation de M. COSSART, Raymond, auxiliaire au service de la Voie à ROUEN, qui a été incarcéré pour faits de résistance par les autorités allemandes, alors qu'il était détaché à la REICHSBAHN, je vous ai fait connaître qu'il n'y avait pas lieu d'attribuer à l'intéressé le rappel de solde prévu par la lettre P. 1259 du 8 novembre 1944.

Compte tenu du fait que, s'il était resté en France, l'intéressé aurait pu bénéficier du rappel de solde, puisqu'il a accompli des actes de résistance, il y a lieu de lui faire application des dispositions de la lettre P. 1259.

Le cas des autres auxiliaires se trouvant dans la même situation sera réglé de façon analogue.

P. le Directeur
signé: FATALOT

Copie transmise à Monsieur le Directeur de la Région du SUD-EST
comme suite à sa lettre PE VII du 25.1.46.

P. le Directeur
signé: FATALOT

Copie transmise à Monsieur le Directeur des Régions EST,.....
à titre d'instruction.

Copie à MM. BIGOT
LEFORT
OUDOTTE
MONET

P. le Directeur
signé: FATALOT

Copie à M. BIGOT pour valoir instruction, en le priant, toutefois, de s'entourer de toutes les preuves désirables quant à la réalité de l'incarcération d'un agent ou d'un auxiliaire qui déclarerait avoir été arrêté en Allemagne (fourniture d'attestations délivrées par des co-détenus, etc...).

N° MT/G2.440-1020

Messieurs les Chefs d'Arrondissement
et assimilés

Pour prendre note et me soumettre
au préalable, pour décision, les cas
éventuels d'agents ou auxiliaires qui
déclameraient avoir été arrêtés pour
action de résistance pendant leur
détachement à la REICHSBAHN

PARIS, le 13 février 1946

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
P. le Chef de la Subdivision
du Personnel
OUDOT

PARIS, le 9 février 1946

P. le Directeur
1. l'Ingénieur en Chef
attaché à la Direction
L'inspecteur Divisionnaire
signature

Copie à MM. les Chefs de
Division ML
et TRA

Personnel - M. Pourn

21.2.46

Copie aux E. P.
Lettre - G. P.

UNION DES SYNDICATS DES CHEMINS DE FER DE LA REGION DE L'EST
19 Rue Pierre Sémard, 19 - Paris(9^e)

Paris, le 17 Décembre 1945

Monsieur le Directeur de la Région EST
23 Rue d'Alsace
Paris

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur le cas de PICHET, Henri, ouvrier aux Ateliers de Noisy-le-Sec, qui s'est engagé dans les forces françaises de l'Intérieur le 1^{er} Juillet 1944.

D'ailleurs, c'était déjà un réfractaire au S.T.O. en 1943. Il demande le remboursement de sa solde S.N.C.F. depuis le 1^{er} Juillet 1944, date de son engagement dans les F.F.I.

Veuillez trouver ci-joint, les papiers attestant qu'il a bien appartenu à un groupe de résistance, pièces que vous voudrez bien nous retourner après consultation.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de nos sentiments respectueux et dévoués.

Le Secrétaire Général
signé : Louis LEGROS

Cion N° 21-129-G2-A2
du 2-1-46

ML1

Pour les suites utiles

/Le Chef du Service M.T.
signé : WEBER

P.32/15
PN/VE

OBJET :
Rappel de salaire
PICHET, Henri

Retourné à Monsieur le Chef du Service du Matériel
et de la Traction (Division G),

en lui faisant connaître que, conformément aux instructions de la lettre P.1419 du 26-1-45 (sa transmission 45 PA 2/45 du 13-2-45) nous considérons PICHET comme étant resté en service du 1^{er} Juillet au 1^{er} Décembre 1944 et lui rappelons le salaire correspondant à cette période.

Noisy-le-Sec, le 4 Janvier 46

Copie à Solde
G.A.P.

Pour faire le nécessaire.

Noisy-le-Sec, le 4 Janvier 1946

signé : VALLANCIEN

Copie à

S.G.A.P.

E.P.

P. Entrée NS
No 3349

ML 1

Solde

Personnel

8.9.45

B/110

S.N.C.F.

Paris, le 24 Août 1945

D II

Service Central P

1ère Division

Monsieur le Directeur
de la Région OUEST

Pe N° 862

Par lettre du 4 août 1945, vous m'avez signalé qu'un certain nombre d'agents de votre Région revenant d'Allemagne où ils avaient été déportés, percevaient, du Service de la France Combattante, une solde militaire.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il conviendrait par assimilation avec ce qui a été décidé pour les F.F.I. (lettre PI 419 du 26 janvier 1945) et par assimilation à la situation des agents qui, tout en restant en service ont travaillé pour des réseaux de la France Combattante et ont pu recevoir de cette dernière une rémunération, de ne pas déduire cette solde militaire du rappel de solde qui peut être alloué aux intéressés.

Pr. Le Directeur
signé : FATALOT

Copie transmise à M. le Directeur de la Région EST, NORD, SUD-OUEST, SUD-EST
à titre d'instruction.

Pr Le Directeur,
signé : FATALOT

Copie à M. le Chef du Service du Matériel et de la Traction
pour valoir instruction

Paris, le 31 Août 1945
L'Inspecteur Principal
signé : MEDARD

Copie à MM. BIGOT, LEFORT, OUDOTTE, MONET.

MT/E

Subdivision
du
Personnel

Messieurs les Chefs d'Arrondissement
et assimilés

Pour agir de conformité.

N° 342 PA²/45

La lettre P 1419 du 26.1.45 du Service Central
a fait l'objet de ma transmission N° 45 PA²/45 du 13.2.45

Clt P2 C 29 Copie à MM. les chefs
de Division
et Subdivision.

Paris, le - 7. SEPT. 1945
P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
KEUFFER

SNCF - MT, E

N° 75 PA 2/45

Cl^t P 2 c 29

G - Tirage: 148 ex. PA/2/4

Paris, le 16 mars 1945

Messieurs les Chefs de Division,
Arrondissement
et assimilés,

Objet : Rémunération des agents ayant fait partie d'un organisme de Résistance.

I - Aux termes des dispositions de la lettre P. 1259 du 8.11.44 (ma transmission 415 PA/4 du 20.11.44), les agents qui se sont agrégés à un organisme de résistance doivent bénéficier de la rémunération qu'ils auraient eue s'ils étaient restés en service (déduction faite des secours alloués par la S.N.C.F. et des gains qu'ils ont pu réaliser comme auxiliaires).

Le cas se présente d'agents qui ont cessé le travail à la S.N.C.F. et qui, bien qu'agrégés à un organisme de résistance, se sont livrés, en dehors de la S.N.C.F., à des activités professionnelles rémunérées.

Il a été décidé qu'il y avait lieu de déduire du rappel de solde à payer en vertu des dispositions de la lettre P.1259 sus-rappelée, toutes les rémunérations à l'exclusion de celles allouées aux intéressés par leur organisme de résistance.

II - La question s'est posée de savoir s'il convenait d'attribuer un rappel de solde en application des dispositions de la même lettre aux agents qui, ayant quitté leur service à la S.N.C.F. pour s'agréger à un organisme de résistance, n'ont pas repris leur travail à la S.N.C.F. depuis la libération.

Lorsqu'il s'agit d'agents déportés par les Allemands, la question se trouve réglée par le § 1° de la lettre P. 1259.

En ce qui concerne ceux qui, depuis la libération, se sont engagés dans l'Armée française ou sont restés mobilisés dans les F.F.I., il convient, conformément aux dispositions de la lettre P. 1419 du 26.1.45 (ma transmission N° 45 PA 2/45 du 13.2.45), de considérer qu'ils sont restés en service et de les rémunérer jusqu'au 1er décembre 1944 (ou jusqu'à la libération de la localité où ils étaient employés si cette date est postérieure au 1.12.44). Ils sont ensuite à traiter comme des mobilisés, et il y a lieu de leur appliquer les dispositions de la lettre P.1432 du 2.2.45, complétée par la lettre P.1501 du 26.2.45 (ma transmission N° 74 PA 2/45 du 12.3.45).

Enfin, en ce qui concerne les agents ayant quitté le service et s'étant agrégés à des organismes de résistance, qui n'ont pas, pour des raisons personnelles, repris leur service à la S.N.C.F. depuis la libération, il convient de mettre les intéressés en demeure de reprendre leur travail, faute de quoi ils seront considérés comme démissionnaires (§ 4 de l'article 60 de la Convention Collective). Dans l'hypothèse où les intéressés reprendraient leur service, le rappel de solde ne leur serait fait que jusqu'à la date d'expiration de la période de libération de la portion du territoire où ils se trouvaient. Le reliquat de la durée de leur absence serait décompté en disponibilité sans possibilité d'effectuer les versements pour la retraite.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,
P. le Chef de la Division
du Service Général,
KEUFFER

N° 1404 du 17.4.45

5 chefs.
Soldes
pel.

M. Permin

PA/2/3

SNCF - MT/E

W - Tirage : 135 ex.

N° 132 PA 2/45

Paris, le 16 avril 1945

Cl^t : P 2 c 29

Messieurs les Chefs de Division
Arrondissement
et assimilés

OBJET - REMUNERATION DES AGENTS F.F.I.

Par lettre N° 59 PA 2/45 du 26 février dernier, je vous ai fait connaître que les agents F.F.I. du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle devaient être invités à regagner leur Service le plus tôt possible et au plus tard le 1er mars 1945, étant entendu que pour les résidences qui venaient d'être libérées (telles que COLMAR) et celles qui ne l'étaient pas encore (WISSEMBOURG notamment), ce terme serait reporté à une date ultérieure.

Je vous informe qu'il a été décidé de fixer au 1er mai 1945 la date limite à laquelle les agents F.F.I. des résidences visées ci-dessus devront avoir repris leur service.

P. le Chef du Service
du Matériel & de la Traction,
P. le Chef de la Division
du Service Général,
KEUFFER

M. Semin

Entre n° 801.

10

W. Tirage : 130 exemplaires

Paris, le 26 février 1945

N° 59 PA 2/45

Messieurs les Chefs de Division
Arrondissement
et assimilés

OBJET : Rémunération des agents F.F.I.

La lettre P. 1419 du 26.1.45 du Service Central P (ma transmission 45 PA2/45 du 13.2.45) a indiqué qu'il y avait lieu de maintenir leur solde jusqu'au 1er décembre 1944 aux agents incorporés dans des unités F.F.I.

La question s'est posée de savoir comment il y avait lieu de traiter les agents F.F.I du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, qui se trouvent dans une situation particulière du fait qu'une partie de ces départements se trouve encore occupée par l'ennemi.

Il vient d'être décidé qu'il convenait d'inviter les cheminots qui font encore partie de formations ou organisations F.F.I dans les parties de l'Alsace-Lorraine déjà réoccupées à regagner leur service le plus tôt possible, étant entendu que les traitements cesseront de leur être versés au delà du 1er mars 1945.

En ce qui concerne toutefois les agents F.F.I. des résidences récemment libérées et de celles qui ne le sont pas encore, la date limite du paiement de leur traitement, qui sera postérieure au 1er mars 1945, sera fixée ultérieurement.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Le Chef de la Division
du Service Général

BAILLEUL

N° 302 P/15

Copie A : SOLLE
G.A.P.

Pour tenir compte de ces nouvelles instructions, il y a lieu de redresser la situation des agents ci-après, qui se sont engagés dans les F.F.I.

- HALLIN, Raymond, CTBNNM AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 1-8 au 19-11-44 au lieu de mobilisé.
- POTEI, René CAD AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 19-8 au 25-9-44 au lieu de mobilisé.
- LABEL, Octave, CAJMT AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 25-9 au 12/10/44 au lieu de mobilisé avec allocation différentielle du 25 au 30/9/44.
- CUNY, Albert, CAD AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 15-9-44 au 31/10/44 au lieu de mobilisé.
- LOMBARD, Jacques, FAC, PANTIN, est à considérer comme étant resté en service du 23-7-44 au 17-9-44 au lieu de en service du 23-7-44 au 27-8-44 et mobilisé du 28-8 au 17/9/44.
- REA, Olivier, CAD, CHRCQ est à considérer comme étant en service du 1-8 au 30-9-44 au lieu de mobilisé.
- PERILLIER, René, CALN, AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 26/8/44 au 8/9/44 au lieu de mobilisé.
- RIEGER, Roger ALOSNE, PARIS, est à considérer comme étant resté en service du 12-8-44 au 6-10-44.

D'autre part, la situation des agents ci-après, qui ont dû abandonner leur service pour échapper à l'ennemi et qui ont fait la preuve qu'ils se sont agréés à des organismes de résistance (59 de la note 12 211 P/15 du 5-2-45) sera révisée comme suit :

- TARDY, Pierre LCBNO AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 25-9-42 au 1/10/44.
- FAUGER, Ferdinand OFRU AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 28-3-44 au 14/10/44.
- DESMOYERS, Fernand, AICAJ AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 6/6/44 au 14/9/44. A repris son travail à la S.A.C.F. (EN: PERIGIEUX) le 15-9-44.
- GAUILLER, Jean, OFRBL AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 8/8/ au 10/10/44 au lieu du 2/8/ au 27/8/44.
- LEJEUNE, André CHAU AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 13/12/42 au 1/11/44 au lieu du 13/12/42 au 27/8/44.

Boisy-le-Sec, le 17 Février 1945.

LE MINISTRE D'ARMEMENTS
DE LA GENDARMERIE

Signé : SIRURGLET

Copie à : SOLDE
G.A.P.

N° 202 P/15

Pour tenir compte de ces nouvelles instructions, il y a lieu de redresser la situation des agents ci-après, qui se sont engagés dans les F.F.I.

- MALLIE, Raymond, CIRNRE AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 1-8 au 19-11-44 au lieu de mobilisé.
- POIREL, René, CAS AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 19-8 au 25-9-44 au lieu de mobilisé.
- LABEY, Octave, CAS AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 25-7 au 12/10/44 au lieu de mobilisé avec allocation différentielle du 25 au 30/9/44.
- CUBY, Albert, CAS AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 15-9-44 au 31/10/44 au lieu de mobilisé.
- LOMBARD, Jacques, REC, PANTIN, est à considérer comme étant resté en service du 23-7-44 au 17-9-44 au lieu de en service du 23-7-44 au 27-8-44 et mobilisé du 28-8 au 17/9/44.
- REA, Olivier, CAS, CIRCO est à considérer comme étant resté en service du 15-8 au 30-9-44 au lieu de mobilisé.
- PERILLIER, René, CAS, AT NOIS, est à considérer comme étant resté en service du 26/8/44 au 8/9/44 au lieu de mobilisé.
- MISOEN, Roger, ALGERNE, PARIS, est à considérer comme étant resté en service du 12-8-44 au 6-11-44.

D'autre part, la situation des agents ci-après, qui ont abandonné leur service pour échapper à l'ennemi et qui ont fait la preuve qu'ils se sont engagés à des organismes de résistance (59 de la note N° 211 P/15 du 5-2-45) sera révisée comme suit :

- LANGUY, Pierre, CCBRO AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 25-9-42 au 1/10/44.
- FATHALLAH, Ferdinand, CFBG AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 26-3-44 au 14/10/44.
- LASNOYER, Fernand, AICAJ AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 6/8/44 au 14/9/44. A repris son travail à la S.N.C.F. (DR. FERRIGLUX) le 15-9-44.
- GAULLIER, Jean, CPABA AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 8/8/ au 10/10/44 au lieu du 8/8/ au 27/8/44.
- LEJEUNE, André, CHAU AT NOIS, sera considéré comme étant resté en service du 13/12/42 au 1/11/44 au lieu du 13/12/42 au 27/8/44.

Neisy-le-Sec, le 17 Février 1945.

RECEVU LE 17/02/45
PAR LE COMMANDEMENT

Signé : SIRURGNET

SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL

Paris, le 26 janvier 1945

lère Division
P. 1419

Messieurs les Directeurs des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

OBJET : Rémunération des agents F.F.I.

Par lettre P.1176 du 4 octobre 1944 de la Commission Interalliée des Chemins de Fer, il vous a été prescrit d'accorder aux agents incorporés dans des unités F.F.I. une allocation différentielle pour une période qui, commencée du jour de leur engagement, expirait un mois après la libération de leur localité d'emploi.

La lettre P. 1315 du 5 décembre 1944 vous a ensuite prescrit de payer cette allocation différentielle jusqu'au 31 octobre 1944 aux F.F.I qui n'ont pas repris leur service dans le délai d'un mois ayant suivi la libération.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement vient de prendre, en faveur de ses fonctionnaires incorporés dans des unités F.F.I. des mesures différentes de celles que nous avions arrêtées.

Compte tenu du fait que "de nombreux jeunes gens ayant rallié les F.F.I n'auraient pu bénéficier de l'indemnité différentielle, faute d'avoir accompli antérieurement leur service militaire légal" et du fait que "le calcul des indemnités différentielles paraissait extrêmement difficile pour les Administrations, en raison de la diversité des régimes de solde appliqués selon les Régions dans les unités F.F.I et de l'absence de pièces régulières délivrées aux membres de ces formations et susceptibles de justifier du paiement de la solde", le Gouvernement a décidé de considérer les F.F.I comme ayant été à partir du 6 juin 1944, point de départ des opérations militaires dans la métropole et pendant la durée de leur absence, en situation d'activité.

En outre, il a décidé de rémunérer les F.F.I jusqu'au 31 décembre 1944.

Il y a lieu d'appliquer aux agents et auxiliaires de la S.N.C.F. incorporés dans des unités F.F.I les mesures prises par le Gouvernement.

Vous aurez à revoir, en conséquence, la situation qui a été faite aux intéressés.

M. BIGOT

31.1.45

P. le Chef des Scs Admifs

L'Inspecteur Principal

Signature

Le Directeur

signature

Paris, le 13 février 1945

MT/E

N° 45 PA 2/45
Clt P 2 C 29

Messieurs les Chefs de Division
Arrondissement
et Assimilés

Pour gouverner et faire procéder le plus rapidement possible aux rappels de solde utiles.

En résumé, tous les agents ayant fait partie des F.F.I (ou des

...

Milices Patriotiques, ou d'un Comité de libération - assimilations prévues par les lettres P.I200 du 13.IO.44, P. I3I5 du 5.I2.44 et P 1330 du 14.I2.44, ayant fait respectivement l'objet de mes transmissions 519/PA2 du 24.IO.44, 585 PA/2 du 16.I2.44 et 596 PA/2 du 5.I.45), qui avaient bénéficié jusqu'à présent de leur rémunération intégrale jusqu'à la date de libération, en vertu des dispositions de la lettre P.I259 du 8.II.44 (ma transmission 415 PA/4 du 20.II.44) doivent continger à bénéficier de cette rémunération totale après la libération et jusqu'au 1er décembre 1944, qu'ils aient ou non satisfait aux obligations des lois sur le recrutement.

Je rappelle que la lettre P.II76 du 4.IO.44 a fait l'objet de ma transmission 503 PA/2 du 12.IO.44.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Le Chef de la Division
du Service Général

BA ILLEUL

Pa/2/10

MNSP Entrée N° 18
15 FEV 1945

SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL

Effectuer les
rappels de solde

W. Tirage 180 ex.

Paris, le 26 janvier 1945

1ère Division
P. 1419

Personnel - M. Perrin

Messieurs les Directeurs des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

Représenter aux Ex P et à GAT (1 ex à chacun)

OBJET : Rémunération des agents F.F.I.

Par lettre P. 1176 du 4 octobre 1944 de la Commission Interalliée des Chemins de Fer, il vous a été prescrit d'accorder aux agents incorporés dans des unités F.F.I. une allocation différentielle pour une période qui, commencée du jour de leur engagement, expirait un mois après la libération de leur localité d'emploi.

La lettre P. 1315 du 5 décembre 1944 vous a ensuite prescrit de payer cette allocation différentielle jusqu'au 31 octobre 1944 aux F.F.I. qui n'ont pas repris leur service dans le délai d'un mois ayant suivi la libération.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement vient de prendre, en faveur de ses fonctionnaires incorporés dans des unités F.F.I. des mesures différentes de celles que nous avons arrêtées.

Compte tenu du fait que "de nombreux jeunes gens ayant rallié les F.F.I. n'auraient pu bénéficier de l'indemnité différentielle, faute d'avoir accompli antérieurement leur service militaire légal" et du fait que "le calcul des indemnités différentielles paraissait extrêmement difficile pour les Administrations, en raison de la diversité des régimes de solde appliqués selon les Régions dans les unités F.F.I. et de l'absence de pièces régulières délivrées aux membres de ces formations et susceptibles de justifier du paiement de la solde", le Gouvernement a décidé de considérer les F.F.I. comme ayant été à partir du 6 juin 1944, point de départ des opérations militaires dans la métropole et pendant la durée de leur absence, en situation d'activité.

En outre, il a décidé de rémunérer les F.F.I. jusqu'au 31 décembre 1944.

Il y a lieu d'appliquer aux agents et auxiliaires de la S.N.C.F. incorporés dans des unités F.F.I. les mesures prises par le Gouvernement.

Vous aurez à revoir, en conséquence, la situation qui a été faite aux intéressés.

M. BIGOT

31.1.45

P. le Chef des Scs Admifs

L'Inspecteur Principal

Signature

Le Directeur

signature

MT/E

Paris, le 13 février 1945

N° 45 PA 2/45
Clt P 2 C 29

Messieurs les Chefs de Division
Arrondissement
et Assimilés

Pour gouverner et faire procéder le plus rapidement possible aux rappels de solde utiles.

En résumé, tous les agents ayant fait partie des F.F.I. (ou des

Milices Patriotiques, ou d'un Comité de libération - assimilations prévues par les lettres P.1200 du 13.10.44, P. 1315 du 5.12.44 et P 1330 du 14.12.44, ayant fait respectivement l'objet de mes transmissions 519/PA2 du 24.10.44, 585 PA/2 du 16.12.44 et 596 PA/2 du 5.1.45), qui avaient bénéficié jusqu'à présent de leur rémunération intégrale jusqu'à la date de libération, en vertu des dispositions de la lettre P.1259 du 8.11.44 (ma transmission 415 PA/4 du 20.11.44) doivent continger à bénéficier de cette rémunération totale après la libération et jusqu'au 1er décembre 1944, qu'ils aient ou non satisfait aux obligations des lois sur le recrutement.

Je rappelle que la lettre P.1176 du 4.10.44 a fait l'objet de ma transmission 503 PA/2 du 12.10.44.

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Le Chef de la Division
du Service Général

BAILLEUL

Paris, le 2 Janvier 1945.

Subdivision
du personnelMessieurs les Chefs de Division
Subdivision
Arrondissement
et assimilés,

N° 1 PA/2 - 45

Clé P 7

Il m'a été signalé que des agents se sont fait exempter de service antérieurement à la libération, pour pouvoir participer, au cours de leur exemption de service, à des actions de résistance; un certain nombre d'entre eux, blessés au cours d'actions de résistance, n'auraient pas encore repris leur service.

Il convient de régler la situation administrative de ces agents comme suit :

- la période d'exemption de service H.S., comprise avant la date de libération de la zone du territoire sur lequel ils se trouvaient, devra être annulée et les intéressés devront bénéficier des dispositions applicables aux agents visés au § 2 de la lettre P 1259 - mon transmis N° 415 PA/2 du 20.11.44.
- À partir du jour de la libération de la zone du territoire sur lequel ils se trouvaient et jusqu'à la date à laquelle la reprise collective de travail a eu lieu effectivement dans leur Etablissement, ces agents seront considérés comme ayant été en congé avec solde (lettre P 1146 du 20.9.44 mon transmis N° 262 PA/1 et N° 490 PA/2 du 26 Septembre 1944).
- À partir de la date à laquelle la reprise collective du travail a eu lieu effectivement dans leur Etablissement, si ces agents n'ont pas repris leur service en raison des blessures reçues ou maladies contractées au cours d'action de résistance, ils seront considérés comme blessés ou malades H.S.

P/Le Chef du Service du
Matériel et de la Traction,
MUDOT.

P.S. - Bien entendu, les intéressés devront faire la preuve qu'ils se sont agréés à des organismes de résistance.

AR

N° P. 13/15

Copie transmise à 5 Chefs

POINTAGE

SOLE

G.A.P.

M. PERRIN.

Noisy-le-Sec, le 8 Janvier 1945.

Dubreuil AT NS mon
Pierrat P PEST

ML 1 7
SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

1ère Division

N° P.1330

G: tirage 180 ex.

16

Paris, le 14 décembre 1944

Messieurs les Directeurs des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services
Centraux,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par assimilation à ce qui a été prévu pour les agents faisant partie des Milices Patriotiques et les agents F.F.I., il a été décidé de maintenir leur solde jusqu'au 31 octobre au plus tard, aux agents qui apporteront une preuve officielle établissant qu'ils ont rempli, jusqu'à cette date, dans un Comité local de Libération, des fonctions les empêchant d'assurer leur service à la S.N.C.F.

MT/E

Subdivision du Personnel

N° 596 PA2

Cl^t P 2 c 29

P.le Directeur

Le Chef Adjoint du Service
signature.

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés,

Pour agir de conformité.

Paris, le 5 janvier 1945
Le Chef du Service MT p.i.,

*Personnel M. Perrin
- Solde
Paris 6.1.45
Pl.
M. Perrin
signatures
fait le 11/1/45
AP*

SERVICE CENTRAL
DU PERSONNEL

Paris, le 14 Décembre 1944

Messieurs les Directeurs des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

1ère Division

N° P. 1330

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par assimilation à ce qui a été prévu pour les agents faisant partie des Milices Patriotiques et les agents F.F.I., il a été décidé de maintenir leur solde jusqu'au 31 Octobre au plus tard, aux agents qui apporteront une preuve officielle établissant qu'ils ont rempli, jusqu'à cette date, dans un Comité local de libération, des fonctions les empêchant d'assurer leur service à la S.N.C.F.

MT/E

P. Le Directeur
Le Chef Adjoint du Service
signature .

Subdivision du Personnel

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés,

N° 596 PA2

Clé P 2 c 29

pour agir de conformité.

Paris, le 5 Janvier 1945
Le Chef du Service MT p.i.
KEUFFER.

AR

N° P. 36/15

Copie transmise à 5 Chefs

SOLDE

G.A.P.

M. PERRIN.

Noisy-le-Sec, le 9 Janvier 1945

MNSP Entrée N° S
N° 138

du 7 DEC 1944 W - tirage: 120 ex.

PA/2/15

S.N.C.F.

Paris, le 29 novembre 1944

Région EST

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction

N°3186

La question m'a été posée de savoir comment il convenait de faire application des dispositions de la lettre P.1200 du 13.10.1944, relative à la situation des agents qui ont fait partie des milices patriotiques, selon que ces milices aient été ——— installées ou non dans les Etablissements de la S.N.C.F.

Je précise qu'il n'y a pas lieu de faire cette distinction. Tous les agents en cause bénéficieront, le cas échéant, jusqu'au 31.10.1944 au plus tard, de l'allocation différentielle prévue par les dispositions de la lettre P.1176 du 4.10.1944 pour les agents incorporés dans les F.F.I.

Il ne sera pas fait reprise des sommes qui auraient pu être versées en trop aux intéressés.

Ci-joint en retour votre C^{ion} N° 26310 du 14.11.44.

P.le Directeur
Directeur de la Région p.i.
L'Ingénieur en Chef
Chef des Services Administratifs

Signé: MONET.

MM. BIGOT
LEFORT
OUDOTTE
MONET

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
et Arrondissement

N°573 PA/2

Cl^t P2c29

Pour gouverner et agir de conformité.

Les lettres P.1176 et P.1200 du Service Central P ont fait respectivement l'objet de mes transmissions 503 PA/2 et 519 PA/2 des 12 et 24.10.1944.

PARIS, le 4 décembre 1944

P.le Chef du Service
du Matériel et de la Traction,

OUDOT.

Notay-le-Sec, le 30 Novembre 1944

PN/CC

Monsieur le Chef du Service PERS

101 MNSP/15

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître la suite donnée à notre demande de renseignements N° 95 MNSP/15 du 8.II.44 relative à la situation des agents qui ont fait partie des Milices Patriotiques pendant et après les événements de la libération en dehors des installations de la S.M.C.F.

CHIEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATERIEL

Signé : RICHARD

S.N.C.F.

Région EST

Matériel & Traction

Arrondissement de
NOISY-LE-SEC

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Adressée par le Chef d'Arrondissement du Matériel à
NOISY-LE-SEC

A : M. le Chef du Service PARS

A

demande

Réponse

N° 95 MNSP/15

Par lettre N° P.1200 du 13/10/44
(votre TON N° 519 PA2 du 24/10/44) le
Service Central P fait connaître qu'il
y a lieu, contrairement à la lettre du
30/9/44, de payer les agents entrant
dans la composition de Milices Patrio-
tiques installées dans nos Etablisse-
ments.

Je vous serais obligé de vouloir
bien me faire connaître si la même
mesure est à prendre vis-à-vis des
agents de la SNCF qui ont fait partie
des Milices Patriotiques pendant et
après les événements de libération,
en dehors des installations de la SNCF
et me confirmer qu'il y a lieu de leur
appliquer les instructions de la
lettre P. 1176 concernant les F.F.I.

Noisy-le-Sec, le 2 Novembre 1944

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATERIEL

Signé : VALLANCIEN

PN/CC

Copie à 5 Chefs.

99 MNSP/15

Par lettres P.II22 du 5.9.44 et D 460/30 - P.II76 du 4.10.44 de la Cion Intéressée des CF du Sce Cal p... (transmissions 493 PA2 du 28.9 et 503 PA/2 du 12.10.44 du Chef du Sce HT) - les instructions concernant le régime à appliquer aux agents incorporés dans des unités F.F.I. avant la libération ont été répercutées. -

Pour permettre la régularisation de leur situation aux points de vue absence et allocation différentielle, je vous prie de m'adresser la liste des agents de votre établissement rentrant dans ce cas et pouvant prétendre au versement de ladite allocation.

Vous me ferez connaître la date initiale de leur absence et celle de leur reprise de service et joindrez le certificat prévu à l'alinéa 7 de la lettre D 460/30 P.II76.-

Noisy-le-Sec, le 20 Novembre 1944.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATÉRIEL

Copie à CAP

Solde à titre de préavis.

Sic SARRUQUET

MLI 4

Solde 1 exp. Copie à: H. Renault
Personnel - Repercuter aux E.P. - fait le 26/10
26.10.44
W - Tirage : 120 exemplaires
Paris, le 13 octobre 1944
P. 2412

10
SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL

1ère Division

N° P. 1200

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions
Messieurs les Directeurs des Services Centraux

DG-2
Par lettre du 30 septembre dernier, je vous ai fait
connaître que les agents qui font partie des Milices Patriotiques
devaient être avisés qu'il ne leur serait pas payé de traitement
par la S.N.C.F.

J'ai l'honneur de vous informer que les agents qui
auront fait partie desdites Milices devront être payés jusqu'au
31 octobre inclus dans les mêmes conditions que ceux ayant appartenu
aux F.F.I. (ma lettre P. 1176 du 4 octobre courant).

Passé cette date, ceux qui en feraient encore partie
ne recevront plus aucune solde de la S.N.C.F.

Le Directeur
signé: CAMBOURNAC

MT/E

Subdivision du
Personnel

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et assimilés.

N° 519 PA 2
Cl^t P.2.c.29

Pour agir de conformité.

Les lettres du 30 septembre dernier et P 1176 ci-
dessus rappelées ont été répercutées sous les n° 499 A2 et 503 PA2
des 6 et 12 courant.

Paris, le 24 octobre 1944

P. Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
OUDOT

PA/2/10

P Entrée N° 3311 M/L

ERRATUM au P.S. à la transmission n° 499 PA/2
du 6.10.44 d'une lettre sans n° du 30.9.44 du
Service Central P (Payement du personnel S.N.C.F.
appartenant aux Milices patriotiques en fonctions
dans les Etablissements S.N.C.F.)

Solde
80 172
19.10.44
RT
Au lieu du 5 octobre, date à partir de
laquelle le payement ne devait plus être assuré
pour ceux des agents qui restaient en fonctions
dans ces milices, lire : "1er novembre 1944".

20/10/44 .10.44
Gail
CC
P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
KEUFFER

N° 3695 PM
Vu et transmis à Monsieur le Chef du Service
pour décision
Paris, le 4 Octobre 1944
Le Chef de la Division du Matériel
Signé : BLAIS

Cion N° 24046 du
16.10.44

Monsieur le Chef de la DML

- 19) Cas général et cas visés au 5 a : Les cas qui vous paraissent ne pouvoir être réglés par l'application des dispositions de la lettre D.460/30-P.IIIVS du 4.10.44 de la Commission Interalliée des Chemins de fer (sa transmission 503 PA/3 du 12 courant), sont à me signaler spécialement avec toutes précisions utiles sur la situation des intéressés.
- 20) Cas visés au 5 b) : la question a été soumise au Service Central P (Bien entendu, il convient de régler immédiatement la situation des agents entrant dans cette catégorie, dont le cas se trouve par ailleurs visé par lettre D.460/30-P.IIIVS ci-dessus rappelée).
- 30) Cas visés au 5 c) : Il ne peut être question dans aucun cas d'envoyer la reprise des allocations différentielles payées (à tort ou à raison).

P. le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
Signé : KRUFFER.

N° 3996 PM Retourné à Monsieur le Chef du Service
après avoir pris note.

PARIS, le 27 Oct. 1944
Le Chef de la Division du Matériel
Signé :

N° 3997 PM

Copie à Monsieur le Chef d'Arrondissement de NOISY

PARIS, le 27 Octobre 1944
Le Chef de la Division
du Matériel
Signé : BLAIS

N°P/3408/18 CC-

Copie transmise à :
5 Chefs
SOLDE
GAP
M. RENAULT
M. PERRIN—

Noisy-le-Sec, le 3 Octobre 1944.

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATÉRIEL

Signé : RICHARD

Région E S T

NOUILLY le 2 Octobre 1944

VS LIRE PMonsieur le Chef de la Division
du Matériel

Un certain nombre de nos agents (CF ou auxiliaires) ont quitté leur service soit avant, soit après la libération pour servir dans un maquis ou s'engager dans les F.F.I. Parmi ceux partis dans un maquis avant la libération, certains avaient fait couvrir leur absence en partie ou en totalité par un bulletin de maladie; les autres ont été considérés comme absents sans solde.

D'autres agents ont été requis après la libération par les autorités de la résistance ou gouvernementales pour accomplir certaines missions (Comité de libération, délégation municipale, maintien de l'ordre, garde de certains points) et remis ensuite à disposition de la S.N.C.F. Les intéressés ont été considérés comme absents sans solde.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître comment nous devons considérer les intéressés pendant leur absence et le régime de solde qu'il convient de leur appliquer. A notre avis, ces agents (CF ou auxiliaires), ayant ou non accompli leur service militaire actif, pourraient comme les agents mobilisés, recevoir une allocation différentielle, cette allocation étant payée jusqu'à la reprise de service (jusqu'à la date d'engagement dans l'armée pour ceux n'ayant pas encore accompli leur service militaire légal). Afin de mettre tous les agents sur le même pied d'égalité, il semblerait logique de procéder à l'annulation des bulletins de maladie appliqués aux intéressés pendant leur absence.

A noter que certains soldats du maquis recevaient avant la libération une solde qui variait selon les disponibilités dont disposait le Chef de Groupe et que la détermination de cette solde serait difficile à effectuer. D'autre part, les auxiliaires en bulletin de maladie ont pu recevoir des prestations en espèces servies par les AS.

En dehors de ces généralités, des cas particuliers seraient également à solutionner, notamment :

a) Soldats de maquis qui, faisant partie d'un groupe désorganisé à la suite des combats engagés, ont dû se cacher individuellement pendant une certaine période.

b) Agents, qui, désignés pour aller travailler en Allemagne, étaient considérés comme tels et recevaient l'indemnité d'éloignement ou la délégation familiale bien que n'ayant pas rejoint à l'expiration d'une permission. Certains étaient cachés en dehors de leur résidence normale ou avaient rejoint les forces du maquis; d'autres étaient embauchés comme auxiliaires dans un autre service.

c) Prisonniers de guerre évadés ou transférés dont la famille continuait à recevoir l'allocation différentielle et se trouvaient dans l'une des situations exposées ci-dessus.

Je crois devoir attirer votre attention sur l'urgence qu'il y aurait d'apporter une solution à ces questions, certains agents partis en maquis ou en dévalant n'ayant ^{aucun} solde S.N.C.F. depuis cette date.

Paris, le 30 Septembre 1944

307

Service Central
du P.M. (Matière)

1ère Division

Messieurs les Directeurs de l'Exploitation
des Régions;

J'ai l'honneur de vous faire connaître, en confirmation
de mon message téléphonique du 27 septembre, qu'il n'y a pas lieu,
jusqu'à ce que nous ayons reçu des instructions du Gouvernement,
de donner suite aux demandes d'installation de filices patrioti-
ques dans nos établissements.

Les agents entrant dans la constitution de telles filices
devront être avisés qu'il ne leur sera pas payé de traitement
par le SNCF.

Le Directeur,

signé : CAMBONNAC.

Copie à M. WISDOFF, LEFORT, M. le Chef du Service VI
M. LONEL.

Copie à M. WISDOFF

Paris, le 3 Octobre 1944

M. le Chef des Services Administratifs,
l'inspecteur Principal,
signature.

SNCF - HY/B

Subdivision du
Personnel

N° 400 PA/2

Messieurs les Chefs de Division

Subdivision
d'arrondissement
et affiliés

Pour agir de concert.

(Confirmation du message téléphonique du 29.9.44 de
M. le Directeur du Service Central P - non transmis
400 PA/2 du 3.10.44)

Paris, le 6 Oct. 1944

/Le Chef du Service
du Matériel et de la Traction
signé : BILLON

23/ Le transmis 400 PA/2 ci-dessus rappelé précise en son dernier
paragraphe qu'aucun émoluments ne sera payé à compter du 1er
Octobre; il faut lire 1er Octobre.

Copie transmise à :

Monsieur le Chef, le 14 Octobre 1944

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATÉRIEL

Signé : RICHARD

Message téléphoné reçu du Service Central P.
le 29 Septembre 1944 à 9 h.

ML
P. Entrée N° 3094

Il n'y a pas lieu, jusqu'à ce que nous ayons reçu des instructions du Gouvernement, d'installer des Milices Patriotiques dans nos établissements.

Les agents entrant dans la constitution de telles milices devront être avisés qu'il ne leur sera pas payé de traitement par la S.N.C.F.

CAMBOURNAC.

Copie à MM. WISDORFF, RIDET, LEFORT

Copie à M. WISDORFF

Paris, le 29.9.1944

L'Ingénieur en Chef

Chef des Services Administratifs

signé: MONET

MT/E

Subdivision
du Personnel

N° 495 PA 2

TRANSMIS à MM. les Chefs de Division
Subdivision
d'Arrondissement
et Assimilés

à titre de renseignement et pour agir de conformité.

- Dans les Etablissements où, malgré l'abstention de la S.N.C.F., de telles gardes seraient instaurées, les agents qui en feraient partie seraient à aviser individuellement dans le sens du dernier alinéa du message précité; il ne serait pas pris attachement de leurs temps de présence;
- dans les Etablissements où de telles gardes auraient été en fonctionnement le 30 Septembre, les agents qui en font partie seraient à aviser qu'aucun émolument ne leur sera plus payé à compter du 1er Octobre; il ne sera plus pris attachement de leurs temps de présence à l'Etablissement tant qu'ils participeront à cette garde.

Paris, le - 3 OCT. 1944

Le Chef du Service du
Matériel et de la Traction,

m. Bridoux

Portage

Solde

Personnel

note et répéter aux EXP

H/10/44

RT.

Portage
x Solde

Fait le 6/10/44
CC

no 263 AR

Monsieur le Chef d'Arrondissement
de NOISY-LE-SEC

Je vous adresse pour les suites que vous jugerez utiles une lettre qui m'a été remise par le messisier VILTON, de l'Entretien de LA VARENNE, responsable des Milices Patriotiques des Cheminots de LA VARENNE.

LA VARENNE, le 20 Octobre 1944
L'Inspecteur des Services actifs

VILTON : signé : AIBLIN.

AR

Transmis à Monsieur le Chef de la Division du Matériel

Noisy-le-Sec, le 25 Octobre 1944.

**LE CHEF D'ARRONDISSEMENT
DU MATERIEL**

Milices Patriotiques

Cheminots de LA VARENNE

à

Monsieur l'Inspecteur Principal

Les cheminots de LA VARENNE appartenant au groupement des Milices Patriotiques se sont réunis le 17 Octobre.

Ils protestent énergiquement contre les dirigeants de la S.N.C.F. qui figurent dans la circulaire 495 P.A 2.

Au moment où les vols et les actes de sabotages redoublent d'activité, il est inadmissible de négliger les services de surveillance qu'exercent ces cheminots contre les agents de la 5ème colonne, traités à la France.

Agréez, Monsieur l'Inspecteur Principal, l'assurance de nos sentiments patriotiques.

Pour les cheminots des milices patriotiques de LA VARENNE.

La Varenne le 18 octobre 1944

Le Responsable

signé : DELTON.

S. N. C. F.

Personnel (M. Perrin) nous avons des redressements à faire
Répartir aux E & P de GAP *PA/E/3*
18-12-44 7 - Tirage : 180 ex. *fait*

Service Central
du Personnel

Paris, le 5 décembre 1944

1ère Division

Messieurs les Directeurs des Régions
Messieurs les Directeurs des Services
Centraux

P. 1315

OBJET - Rémunération des agents F.F.I.

Par lettre P. 1176 du 4 octobre 1944, il vous a été prescrit de ne payer aux agents incorporés dans les F.F.I. une allocation différentielle que jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la libération des localités occupées par leur unité. A PARIS, la date limite de paiement de l'allocation différentielle était fixée au 30 septembre.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, par assimilation à ce qui a été prévu pour les agents faisant partie des Milices Patriotiques (ma lettre P. 1200 du 13 octobre 1944), l'allocation pourra être payée jusqu'au 31 octobre 1944, tant à PARIS qu'en province, aux agents (qui pourront faire la preuve qu'ils ont été retenus par leur unité F.F.I. au delà du délai fixé par la lettre P.1176.

Monsieur BIGOT
9-12-1944

Le Directeur,
signé: CAMBOURNAC

P. le Directeur,
Directeur de la Région p.i.
P. le Chef des Services
Administratifs,
L'Inspecteur Principal,
signé: VERNIER

MT/E

N° 585 PA/2

Cl^t P 2 c 29

Messieurs les Chefs de Division
Subdivision
et Arrondissement

Pour gouverner et faire procéder le plus tôt possible aux redressements nécessaires.

Il reste entendu que le délai d'un mois après la libération doit continuer à être pris en considération lorsqu'il en résulte le paiement de l'allocation différentielle jusqu'à une date postérieure au 31 octobre 1944 (cas des unités F.F.I. ayant opéré dans des localités libérées après le 30 septembre 1944).

Je rappelle que les lettres P.1176 et P.1200 mentionnées ont fait respectivement l'objet de mes transmissions 503 PA/2 du 12-10-44 et 519 PA/2 du 24-10-44.

Paris, le 16 décembre 1944
P. le Chef du Service
du Matériel & de la Traction,
OUDOT